Actualité Politique

Européennes

Fabrice Leggeri, ancien patron de Frontex, rejoint Jordan Bardella

EXCLUSIF C'est le gros coup du RN. Placé en troisième position sur la liste, cet ancien haut fonctionnaire est un atout de plus pour la crédibilité du mouvement sur l'immigration

INTERVIEW

Certains ralliements pèsent lourd dans une campagne électorale. À l'approche de son premier meeting à Marseille le 3 mars, Jordan Bardella dévoile le nom de son troisième de liste aux européennes : l'ancien directeur de Frontex, l'agence de l'Union européenne chargée du contrôle des frontières. Les deux hommes se rendront d'ailleurs dès lundi à la frontière franco-italienne, à Menton. Fabrice Leggeri, énarque et normalien, inconnu du grand public, constitue une véritable prise de guerre pour le RN. Nommé en 2015 sur proposition de Bernard Cazeneuve, alors ministre de l'Intérieur, il a transformé Frontex en profondeur, d'une petite structure humanitaire à une police des frontières européennes. Ciblé par les ONG et la gauche pour sa gestion jugée trop ferme de l'immigration, il est poussé à la démission en 2022. Dans un entretien accordé au JDD, Leggeri revient sur ces accusations, dénonce le changement de cap opéré par Ursula von der Leyen en 2019 et justifie son ralliement à Jordan Bardella après trente ans dans la haute fonction publique.

Quelles sont les motivations principales qui vous ont poussé à rejoindre le Rassemblement national et Jordan Bardella ?
Mon objectif est de mettre mon expérience et mon expertise au service des Français. Ayant dirigé Frontex près de sept ans et travaillé pour l'État pendant environ trente ans, notamment dans les domaines de la sécurité et de la gestion de l'immigration, cette décision est très cohérente. Les élections européennes du 9 juin représentent une opportunité unique de remettre la France et l'Europe sur le droit chemin. C'est pourquoi je me joins à la liste menée par Jordan Bardella. Je suis persuadé que c'est l'option politique qui donnera aux Français la possibilité de reprendre le contrôle de leur avenir.

Pourquoi le RN serait-il le mieux placé en la matière ?
Le Rassemblement national se distingue par son courage et sa lucidité à identifier correctement les problèmes tout en proposant des solutions adaptées. Opter pour le RN et la liste de Jordan Bardella, c'est choisir l'efficacité et l'utilité dans l'intérêt des Français. Notre objectif est de reprendre le contrôle des frontières, tant celles de l'Union européenne que celles de la France. Le RN possède un plan concret et la capacité de le réaliser. Nous sommes déterminés à combattre la submersion migratoire, que la Commission européenne et les eurocrates ne considèrent pas comme un problème, mais plutôt comme un projet : je peux en témoigner.

Quelle est la raison de votre passage à la politique après avoir consacré trente ans à la haute administration ?
En tant que haut fonctionnaire, j'ai eu l'honneur de servir l'État et d'accéder à des postes à hautes responsabilités. Cependant, j'ai aussi constaté les limites de cette position, surtout quand les décisions politiques semblent nous diriger vers l'échec. Face à cela, on peut soit se résigner et se taire, soit quitter l'administration pour chercher d'autres voies, soit rester fidèle à son engagement envers l'intérêt public et l'intérêt de la France, ce qui a toujours été ma priorité.

Quand avez-vous réalisé les limites de votre poste de fonctionnaire et décidé de vous lancer en politique ?
Cela fait deux ans que cette idée a germé en moi. En avril 2022, j'ai quitté ma fonction de directeur de Frontex, réalisant que je n'avais plus les moyens politiques nécessaires pour mener à bien la mission qui m'était confiée. Cette mission consistait depuis 2015 à établir le corps européen de gardes-frontières et de gardes-côtes pour protéger la France et l'Europe du déferlement migratoire. Toutefois, dès octobre 2019, lors de mes premiers échanges avec la nouvelle commissaire européenne, Madame Johansson, j'ai perçu un changement dans les directives. Ce changement est devenu évident pour moi lorsque la commissaire m'a indiqué la chose suivante : *« Votre job, c'est de faire rentrer les migrants et de les accueillir parce qu'ils viennent par amour. Et que ça vous plaise ou non, nous sommes un continent vieillissant et donc vous devez les laisser rentrer. »* Face à cette nouvelle orientation, aux attaques et intimidations subies, j'ai réalisé que pour défendre mes convictions et le continent de la submersion migratoire, je devais m'engager moi-même en politique.

Dans une enquête de l'Office européen de lutte antifraude, vous avez fait face à des accusations graves liées au refoulement des migrants. Que répondez-vous ?
Concernant ces accusations, il est important de noter que ni le Parlement européen ni le conseil d'administration de Frontex n'ont trouvé de preuves concrètes les étayant. En réalité, pour avoir voulu contrôler l'immigration, j'ai subi des pressions et j'ai ressenti un abandon général. Le gouvernement français m'a pressé de démissionner. L'Allemagne n'était pas encline à me soutenir. La Commission européenne, manifestement hostile à mon égard, souhaitait mon départ. En outre, j'ai été confronté aux attaques de divers lobbies et ONG, qui agissent contre la souveraineté des États et vont à l'encontre de la volonté des peuples français et européens. Mais cette expérience de sept ans à la tête de Frontex m'a convaincu de la nécessité de s'opposer à l'Europe de von der Leyen, qui est en réalité l'Europe de Macron. Un changement de cap s'est opéré en 2019, il est temps d'y mettre fin. Désormais, nous devons lutter contre cette Commission européenne qui encourage et tolère cette submersion migratoire.

> **« L'intérêt de la France a toujours été ma priorité »**

***« Encourage »* ? Le mot est fort.**
Oui ! Avec le Pacte sur la migration et l'asile, la Commission européenne va favoriser l'afflux migratoire. Ce pacte vise à répartir les migrants à travers l'Union européenne tout en sanctionnant financièrement les États membres qui refuseraient. Ce qui me frappe dans ce Pacte des migrations, c'est le mépris pour la souveraineté des États et l'absence de mesures concrètes pour mettre fin au trafic d'êtres humains qui transporte physiquement des centaines de milliers de migrants sur le sol européen à nos frontières. Nous devons prendre conscience de l'ampleur de ce phénomène et des enjeux humanitaires qu'il implique.

Les contraintes imposées par l'Union européenne ne sont pas les seules. En France, le Conseil constitutionnel a censuré en grande partie la loi sur l'immigration. Comment surmonter ces obstacles juridiques ?
L'exercice du courage est essentiel face à l'influence de puissants lobbies qui tentent de semer le doute. En France, le Conseil constitutionnel a pour rôle d'appliquer la Constitution nationale, qui représente la norme juridique la plus élevée. Si notre Constitution ne nous permet pas entièrement de reprendre le contrôle des flux migratoires, alors nous devons envisager la possibilité de la modifier. C'est ce que propose le Rassemblement national : consulter les Français par référendum pour réformer la Constitution. C'est également notre ligne de conduite pour les élections européennes du 9 juin. Plus nous aurons de représentants au Parlement européen, plus nous aurons de poids pour influencer la Commission européenne afin de reprendre le contrôle de nos frontières et de mettre fin à la submersion migratoire. ●

JANEK SKARZYNSKI/AFP

Fabrice Leggeri a été directeur de l'agence Frontex de l'Union européenne de 2015 à 2022.

PROPOS RECUEILLIS PAR JULES TORRES